.fr

CAC 40 +0,35%

Mans₁la fabrique des élites européennes.

Par Renaud Honore À la Une

Eurocrates, lobbyistes, avocats, diplomates : une bonne partie des acteurs du Pgränd geu conintunautaire à Bruxelles est formée au Collège d'Europe à Bruges. La vénérable institution n'échappe pas au désenchantement qui touche le projet Ecoropein France

Bew mars, pour sa première tournée en Europe, Xi Jinping s'était ménagé une escapade à Bruges. Le convoi qui le transportait a longé les célèbres Moandaux de la Venise du Nord, mais le président chinois n'était pas là pour flâner dans cette ville belle et trop propre. Dans les travées d'une grande T**salie ଧାର୍ଚ୍ଚ୍ୟpe**ctacles de la ville l'attendaient un aréopage d'hôtes prestigieux comme Philippe, le roi de Belgique, ou Herman Van Rompuy, Industésidentvitue Conseil européen. Mais c'est le fond de la salle, avec ses mines juvéniles et totalement inconnues, qui intéresse le dirigeant chinois. Flrandiscoviscovisi a préparé s'adresse avant tout à cette ribambelle d'étudiants originaires de tous les coins d'Europe. Ils n'ont eu qu'à faire Pourelques/mètres à pied depuis les bâtiments du Collège d'Europe, où ils sont formés pour nourrir les bataillons qui font le grand jeu rommunautaire à Bruxelles. « A travers eux, le président chinois a voulu parler aux futures élites européennes, pour les sensibiliser à ce qu'il լ appelle le rêve chinois. C'est une marque de prestige pour notre école », explique Jörg Mornar, son recteur.

Enjeux
Xi Jinping a visé juste. Le quartier européen à Bruxelles - sorte de
cauchemar urbain constamment sous l'assaut des marteaux piqueurs et
des grues - n'est pas vraiment l'endroit idéal pour donner un éclat
symbolique à ce qui constituait la première visite officielle auprès de l'UE
d'un leader chinois. Il en est autrement du Collège d'Europe, vénérable
institution qui existait avant même que l'Europe naisse - du moins celle
que l'on connaît depuis le traité de Rome en 1957. Créée en 1949, l'école
est le rejeton du bouillonnement intellectuel des années d'après-guerre,
quand l'idée d'unir les pays du Vieux Continent avait cessé d'être une
utopie après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Tout restait à
faire, mais quelques idéalistes visionnaires pressentaient qu'il fallait
former les gens qui allaient bâtir cet édifice en devenir.

Cette mission a plus que fonctionné. Les anciens du Collège ont truffé les institutions communautaires. « Tu es de quelle promo ? » « Tu logeais dans quelle résidence ? » Ce genre de conversation s'entend fréquemment dans les couloirs de la Commission ou du Conseil. « Ce ne sont pas les seuls postes occupés par les diplômés, puisque beaucoup se

tournent aussi vers les cabinets d'avocats à Bruxelles, les spécialistes du lobbying, mais aussi les administrations nationales où on a besoin de compétences sur les affaires européennes », note Eleonora Wäktare, présidente de l'Association des anciens. Quelques diplômés ont grimpé les marches du pouvoir, comme Nick Clegg (le vice-Premier ministre britannique), Alexander Stubb, le tout nouveau Premier ministre finlandais, ou Helle Thoning-Schmidt, Premier ministre danois, reine du selfie avec Obama et qui est citée comme une des possibles prétendantes aux « top jobs » européens qui se négocient aujourd'hui et demain à Bruxelles (lire pages 6-7).

S'il fallait un autre signe de l'importance prise par le Collège dans la vie de l'UE, il suffit de regarder la liste de leaders venus à Bruges, comme Xi Jinping, délivrer ce qu'ils espèrent être un grand discours fondateur. Celui résolument offensif de Margaret Thatcher en 1988 est resté dans les mémoires et la légende veut que ce soit là que le mot « eurosceptique » y ait été prononcé pour la première fois. Angela Merkel en 2010 comme le probable futur président de la Commission Jean-Claude Juncker, en 2006, s'y sont essayés. Cela aurait pu être le tour de François Hollande à la rentrée 2013. Depuis François Mitterrand, en 1987, aucun président français en exercice ne s'y est exprimé. Un peu long pour une institution dont le français est la langue d'étude avec l'anglais. Pour remédier à cette anomalie, le francophile Jörg Mornar avait pris soin de donner à l'actuelle promotion du Collège le nom de promotion Voltaire, comme celle de François Hollande à l'ENA. Ce clin d'oeil n'a pas suffi et l'Elysée a tellement tergiversé que la direction a dû se rabattre sur un autre orateur. Ceux qui espèrent enfin comprendre le grand dessein européen de François Hollande devront donc encore attendre...

« Avant je lisais l'Europe dans les livres, là je la vivais »

Il y a donc bel et bien un « esprit de Bruges », comme les anciens se plaisent à le dire. Si on y regarde de près, on pourrait dire que la scolarité au Collège d'Europe a quelques traits communs avec feu l'émission « Loft Story ». Pas tant, bien sûr, pour le niveau des conversations et des débats. Avec plus de 60 ans d'histoire derrière elle, l'école peut attirer la crème des connaisseurs des affaires européennes, aussi bien les chercheurs que les professionnels de la bulle bruxelloise. « Nos programmes sont constamment tenus à jour en fonction des thématiques qui montent dans les affaires européennes, explique Olivier Costa, directeur du département d'études politiques et administratives. Notre formation n'est pas abstraite, nous les préparons à avoir des postes à responsabilités. »

Mais ce n'est qu'une des dimensions du Collège, et pas forcément la plus importante aux yeux des élèves. Comme dans une émission de

téléréalité, ces derniers sont presque coupés du monde pendant leur scolarité. Ce n'est pas pour rien que le site de Natolin en Pologne, le deuxième campus de l'école avec Bruges, est aussi appelé la « golden cage » (cage dorée). Hébergements obligatoires dans des résidences, tous les repas pris en commun : pendant neuf mois, ils vivent presque les uns sur les autres, dans une tour de Babel qui leur donne un goût inédit d'Europe. « On travaille à l'horizon européen en les rendant familiers des cultures de tous les pays », souligne Philippe Perchoc, qui y enseigne depuis trois ans. Quand ils repartiront à Bruxelles traiter des affaires européennes, cet apprentissage accéléré des sensibilités leur sera d'un précieux secours pour les négociations et les compromis, la base du jeu communautaire. « C'est une mini Europe, c'est extrêmement enrichissant et utile », témoigne Maria Gainar, d'origine roumaine, diplômée de Natolin en 2011.

En tout, ce sont près de cinquante nationalités - chaque pays sélectionne sur dossier ses élèves - qui sont ainsi mélangées, avec non seulement les Vingt-Huit de l'Union européenne mais aussi les voisins de l'Est (Moldavie, Russie, Ukraine, etc.) ou du Sud (le Maghreb, par exemple). Certaines découvertes sont surprenantes. « Vous entrez ici avec des clichés plein la tête sur chaque pays. En partant de l'école, vous vous rendrez compte que ces clichés ne sont rien d'autre que l'expression de la vérité. » Cet avertissement lancé un jour de rentrée par un professeur aux nouveaux arrivants s'est vérifié assez souvent. L'Allemand méthodique, l'Italien clinquant qui parle un peu fort : les fêtes nationales qui se tiennent toutes les semaines pendant la scolarité sont l'occasion de s'amuser de ces lieux communs pas si éloignés de la vérité - et de vérifier, comme certains anciens, qu'on finit bel et bien ivre mort quand ce sont des gens des Balkans qui organisent une soirée. Des idylles se nouent comme dans n'importe quelle université, qui donneront parfois naissance à d'indéniables vrais petits Européens.

Au sein de ce théâtre, une partie de l'histoire du Vieux Continent se joue ou se rejoue pour les étudiants. Il y a dix ans, les plaies de la guerre de l'ex-Yougoslavie étaient encore à vif. Un film diffusé lors d'un cours sur cette question n'était pas un simple document de travail pour les étudiants des Balkans présents. « A la fin de cette fiction de la BBC, je rallume les lumières et je m'aperçois qu'une grande partie des élèves étaient en pleurs, se rappelle Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Ifri et à l'époque professeur à Natolin. On va alors passer la nuit à transcender les émotions qu'ils ont vécues. » Les mêmes étudiants de ce site polonais partageront en 2004 l'allégresse des habitants de Varsovie, au moment où l'Union accueillait dix pays d'Europe centrale. A l'Ouest, on parlait d'élargissement, en Pologne de réunification. « Avant je lisais l'Europe dans les livres, là je la vivais », raconte Loren Lesko, fonctionnaire à la

Commission, qui avait les étoiles de l'Europe peintes sur les joues ce jourlà.

Ces expériences exaltées d'un Continent qui s'unit donneraient sans doute le sourire aux fondateurs de l'école. Derrière la photo, la réalité du quotidien des étudiants est un peu plus terne depuis quelques années. Le Collège n'est plus la citadelle assiégée où logent les derniers fédéralistes convaincus, s'il l'a jamais été. Pis, il n'échappe pas au désenchantement général quant au projet européen. Il n'y a pas d'europhobes au Collège. Mais de plus en plus de gens cherchant avant tout un boulot bien payé avec la sécurité de l'emploi, au dire des étudiants. Le temps des pionniers des décennies 1950 à 1980, nourris d'un idéal politique, est révolu. « Il y a, c'est vrai, une tendance à la normalisation, note Olivier Costa. Beaucoup perçoivent l'Europe comme un projet intéressant, mais ne se sentent pas investis d'une mission par rapport à ça. Ils veulent avant tout une carrière à dimension internationale. » L'Europe ne fait plus rêver les citoyens, et de moins en moins ses élites. Comment peut-elle dès lors fonctionner?

Un certain désenchantement

La génération actuelle n'a pas forcément à être blâmée. Ses prédécesseurs avaient plus le temps de se préoccuper de l'avenir collectif. « A mon époque, on arrivait à Bruxelles les mains dans les poches et on trouvait facilement du travail. Ce n'est plus le cas maintenant », explique Arnaud Mahéas, diplômé du Collège en 2000 et aujourd'hui lobbyiste pour Servier. Comme dans tous les secteurs, trouver un job dans les affaires européennes ne va pas de soi. Cela fait des années que la Commission a cessé de recruter par pelletées des fonctionnaires, rigueur oblige. Dans le privé, la situation n'est pas plus facile alors que la concurrence est rude pour les élèves du Collège. Des centaines de jeunes affluent chaque année à Bruxelles pour tenter de faire leur trou. C'est tout le paradoxe actuel : l'Europe n'a jamais été aussi peu populaire, et pourtant il n'y a jamais eu autant de formations préparant à travailler pour elle (avec notamment la London School of Economics et Sciences po Paris chassant sur les terres de Bruges). Un sondage récent indiquait même que la Commission européenne était le troisième employeur rêvé pour les diplômés français en management, devant Google! Les plus cyniques auront du mal à y voir un engagement à la cause européenne. « Il y a un certain désenchantement », admet Pierre Defraigne, ancien chef de cabinet de Pascal Lamy à la Commission, qui enseigne au Collège. « En même temps, je ressens une grande frustration des étudiants à ce qu'il en soit ainsi. Dès qu'on gratte le pragmatisme, il y a une grande demande d'idéal », ajoute-t-il. Aux prochains dirigeants européens, désignés demain, de montrer la voie.

Les points à retenir

Créé en 1949, le Collège d'Europe, à Bruges, est le fruit du bouillonnement intellectuel des années d'après-guerre.

Pour bâtir l'Union européenne qu'ils appelaient de leurs voeux, une poignée d'idéalistes ont pressenti qu'il fallait former des bataillons d'europhiles.

Objectif atteint : au fil des ans, les anciens du Collège ont truffé les institutions communautaires.

Le temps des pionniers des décennies 1950 à 1980 est toutefois révolu : de plus en plus d'étudiants cherchent avant tout à Bruges un boulot bien payé, avec la sécurité de l'emploi.

Par Renaud Honore



OFFRE NUMÉRIQUE

Toute l'actualité des Echos en continu

JE M'ABONNE >



À la Une

Politique - Société

Economie France

Bourse

Monde

Tech - Médias

Industrie - Services

Finance - Marchés

PME - Innovation

Idées - Débats

L'invité des Echos

Enjeux

Business

Les Echos 360

Patrimoine

Week-End

Dossiers

Retour sur www.lesechos.fr

Tous droits réservés - Les Echos 2013